

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

**Voir dans le document/
See herein**

NA
Québec
NA

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Place Bonaventure, portail Sud-Oue
800, rue de La Gauchetière Ouest
7e étage, suite 7300
Montréal
Québec
H5A 1L6

Title - Sujet OCIR-Bouchons moulés pour oreilles OCIR - (ACIA) Bouchons moulés pour oreilles	
Solicitation No. - N° de l'invitation 39903-210310/A	Date 2020-12-04
Client Reference No. - N° de référence du client 39903-210310	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$MTA-625-15953
File No. - N° de dossier MTA-0-43148 (625)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2021-01-06 Heure Normale du l'Est HNE	
Delivery Required - Livraison exigée Voir doc.	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lavoie, Corine	Buyer Id - Id de l'acheteur mta625
Telephone No. - N° de téléphone (514)207-4777 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS List of Sites Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	4
1.4 COMPTE RENDU.....	4
1.5 MIGRATION PRÉVUE VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	4
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	5
2.3 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	5
2.4 LOIS APPLICABLES	5
2.5 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	6
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	7
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	8
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	8
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	9
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	9
A. OFFRE À COMMANDES.....	9
7.1 OFFRE.....	9
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	9
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	9
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	10
7.5 RESPONSABLES.....	11
7.6 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	12
7.7 INSTRUMENT DE COMMANDE	12
7.8 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	12
7.9 LIMITATION FINANCIÈRE.....	12
7.10 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	13
7.11 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	13
7.12 LOIS APPLICABLES (À COMPLÉTER PAR LE SOUSMISSIONNAIRE).....	13
7.13 TRANSITION VERS UNE SOLUTION D'ACHATS ÉLECTRONIQUES (SAE).....	13
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	14
7.1 BESOIN.....	14
7.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	14
7.3 DURÉE DU CONTRAT	14

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.4	PAIEMENT	14
7.5	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	15
7.6	ASSURANCES.....	15
7.7	RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	15
7.8	CLAUSES DU <i>GUIDE DES CCUA</i>	15
ANNEXE « A »		16
	BESOIN	16
ANNEXE « B »		18
	BASE DE PAIEMENT	18
ANNEXE « C » DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		24
	INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....	24
ANNEXE « D »		25
	LISTE COMPLÈTE DES ADMINISTRATEURS	25

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :

7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;

7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement, Adresses de livraison et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

- 1.2.1 Demande d'offre à commandes individuelle régionale (OCIR) pour fournir, au fur et à mesure des commandes, de bouchons à oreilles moulés, pour l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA), selon les huit (8) régions définies :

- 1- Est du Québec
- 2- Grand Montréal
- 3- Saguenay Lac Saint-Jean
- 4- Rouyn
- 5- Axe Saint-Jean / Saint-Hyacinthe
- 6- Centre du Québec – Estrie
- 7- Axe Joliette – Trois-Rivières
- 8- Capitale Nationale – Chaudière-Appalaches

Période de l'offre à commandes: Deux (2) ans à partir de la date d'émission de l'offre à commandes avec une (1) option de prolongation d'une période d'un (1) an.

Offre à commandes multiples : Il s'agit d'une évaluation globale par région et le Canada se réserve le droit d'émettre jusqu'à concurrence de 8 offres à commandes (une par régions définies). Un fournisseur peut obtenir une offre à commandes qui comporte une ou plusieurs régions.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité.

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Migration prévue vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Le Canada s'efforce actuellement de mettre au point une SAE en ligne plus rapide et plus conviviale pour commander des biens et des services. Pour en savoir plus sur la transition prévue vers ce système et sur les incidences éventuelles sur toute offre à commandes subséquente attribuée dans le cadre de cette demande de soumissions, reportez-vous à la section 7.15 – Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE).

Le [communiqué de presse](#) du gouvernement du Canada fournit des renseignements additionnels.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2020-05-28) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document [2006](#), Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

2.1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

[A3015T](#) (2014-06-26), Attestations – soumission

[M1004T](#) (2016-01-28), Condition du Matériel – Offre.

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à l'Unité de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date et à l'heure indiquées à la page 1 de la DOC. Les offrants doivent acheminer leur offre à l'endroit suivant :

Unité de réception des soumissions de la région du Québec de TPSGC

Seules les offres transmises à l'aide du service Connexion postal seront acceptées. L'offrant doit envoyer un courriel pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal à l'adresse suivante :

TPSGC.RQReceptionSoumissions-QRSupplyTendersReception.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les offres ne seront pas acceptées si elles sont envoyées directement à cette adresse de courriel. Cette adresse de courriel doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal, tel qu'indiqué dans les instructions uniformisées [2006](#), ou pour envoyer des offres au moyen d'un message Connexion postal si l'offrant utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

Il incombe à l'offrant de s'assurer que la demande d'ouverture de conversation Connexion postal est envoyée à l'adresse électronique ci-dessus au moins six jours avant la date de clôture de la demande d'offre à commandes.

Les offres transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10) jours civils** avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

2.4 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Québec et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

2.5 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les offrants potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les offrants à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
- Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les offrants devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les offrants devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

L'offrant doit envoyer son offre par voie électronique conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Le système Connexion postal a une limite de 1 Go par message individuel affiché et une limite de 20 Go par conversation.

L'offre doit être présentée en sections distinctes comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section II : Attestations

Les offres transmises par télécopieur ou sur papier à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec « **l'annexe B – Base de paiement.** ».

3.1.1 Paiement électronique de factures - offre

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter l'annexe « C » Instruments de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si l'annexe « C » Instruments de paiement électronique n'a pas été complétée, il sera alors convenu que le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

C3011T (2013-11-06), Fluctuation du taux de change

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires exigés à la Partie 5.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

4.1 Évaluation financière

Évaluation par région :

- 1. Les soumissionnaires doivent soumettre des prix pour toutes les années, soit pour chacune des 2 années de la période ferme et pour l'année optionnelle (3 années au total).
- 2. **La valeur de l'offre à commandes avec le prix évalué le plus bas** sera déterminée comme suit: valeur totale des prix unitaires multipliés par les quantités estimées demandées pour chacune des 3 années.

4.1.1 Clause du Guide des CCUA

M0222T (2016-01-28), Evaluation of Price-Canadian/Foreign Bidders:

- 1. Offerors must submit firm prices, customs duties and excise taxes included, and Applicable Taxes excluded.
- 2. Unless the offer specifically requires bids to be submitted in Canadian currency, bids submitted in foreign currency will be converted to Canadian currency for evaluation purposes. The rate given by the Bank of Canada in effect on the offer closing date, or on another date specified in the offer, will be applied as a conversion factor to the offers submitted in foreign currency.
- 3. Offerors must provide prices Delivered Duty Paid (DDP) Incoterms 2010 for shipments from a commercial contractor. Offers will be assessed on a DDP basis.

4.2 Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas, par région, sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

- a) Il s'agit d'une évaluation globale par région et le Canada se réserve le droit d'émettre jusqu'à concurrence de 8 offres à commandes (une par région).
- b) Un fournisseur peut obtenir une offre à commandes qui comporte une ou plusieurs régions indiquées à l'Annexe « A ».

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre sera déclarée non recevable ou entraînera la mise de côté de l'offre à commandes ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **s'il y a lieu**, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>), afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec l'offre mais elles peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à l'article intitulé Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que son offre ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ») du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible au bas de la page du site Web [d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html#s4>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

N/A

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

7.2 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte pas des exigences relatives à la sécurité.

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

[2005 \(2017-06-21\)](#), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes - établissement des rapports

7.3.2.1 Rapports d'utilisation périodique - Offre à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à la section 7.3.2.2. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

Les données doivent être présentées tous les semestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des semestres:

Premier semestre : du 1 janvier au 30 juin
Deuxième semestre : du 1 juillet au 31 décembre

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les **30 jours civils** suivant la fin de la période de référence.

7.3.2.2 Exigences en matière d'établissement de rapports

Les offrants doivent fournir leurs rapports en conformité avec le rapport-type ci-dessous :

**Offre à commande individuelle régionale (OCIR)
39903-210310/00_/MTA, pour de bouchons à oreilles moulés**

Offrant : _____

Période du rapport : du _____ au _____

Région	Nom du bureau	Nombre de commandes	Montant en argent
			\$
			\$
			\$
			\$
Total amount :			\$

Signature : _____

Date (AAAA-MM-JJ) : _____

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes (à être complété lors de l'émission de l'OCIR)

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées de la date de début de l'Offre à commandes à 2 ans après cette date.

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes (à être complété lors de l'émission de l'OCIR)

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire d'un (1) an, à partir du _____ jusqu'au _____, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes **90 jours** avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Corine Lavoie
Titre : Agente en approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Adresse : Place Bonaventure, portail sud-ouest, 7^e étage
800 rue de la Gauchetière

Téléphone : (514) 207-4777

Courriel : corine.lavoie@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Chargé de projet (sera complété par le Canada au moment de l'octroi)

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____
Nom : _____

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant (à compléter par le soumissionnaire)

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - ____
Télécopieur : ____ - ____ - ____
Courriel : _____
Nom : _____

7.6 Utilisateurs désignés

L'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) – Divers lieux au sein de la province de Québec.
(Voir Annexe C pour les différentes adresses de livraison.)

7.7 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateur(s) désigné(s) à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 2 ou 3 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes
 - PWGSC-TPGSC 942-2 Commande subséquente à une offre à commandes (Livraison multiple)
 - PWGSC-TPSGC 944 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (anglais seulement)
 - PWGSC-TPSGC 945 Commande subséquente à plusieurs offres à commandes (français seulement)

ou

3. Un formulaire équivalent ou un document électronique de commande subséquente qui comprend à tous le moins les renseignements suivants :
 - le numéro de l'offre à commandes;
 - l'énoncé auquel les modalités de l'offre à commandes ont été intégrées;
 - la description et le prix unitaire de chaque article;
 - la valeur totale de la commande subséquente;
 - le point de livraison;
 - la confirmation comme quoi les fonds sont disponibles aux termes de l'article 32 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*;
 - la confirmation comme quoi l'utilisateur a été désigné dans le cadre de l'offre à commandes et qu'il détient l'autorisation d'établir un contrat.

7.8 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser **25,000.00\$** (taxes applicables incluses).

7.9 Limitation financière

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de _____ \$, (taxes applicables exclues) ([sera indiqué au moment de l'octroi de l'offre à commandes](#)) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois (3) mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

7.10 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2029 (2020-05-28), Conditions générales – biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B » - Base de paiement - Appareils électroménagers;
- g) l'Annexe « C », Adresses de livraison - Divers lieux de l'ACIA;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*), (*si la soumission a été clarifiée ou modifiée, insérer au moment de l'émission de l'offre: « clarifiée le _____ » ou « telle que modifiée le _____ » et insérer la ou les date(s) de la ou des clarification(s) ou modification(s).*)

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

7.11.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12 Lois applicables (à compléter par le soumissionnaire)

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.13 Transition vers une solution d'achats électroniques (SAE)

Pendant la période de l'offre à commandes, le Canada peut effectuer la transition vers une SAE afin de traiter et de gérer de façon plus efficace les commandes subséquentes individuelles pour certains ou pour l'ensemble des biens et des services applicables de l'offre à commandes. Le Canada se réserve le droit, à sa propre discrétion, de rendre l'utilisation de la nouvelle solution d'achats électroniques obligatoire.

Le Canada accepte de fournir à l'offrant un préavis de trois mois afin de lui permettre d'adopter les mesures nécessaires en vue d'intégrer l'offre à la SAE. Le préavis comprendra une trousse d'information détaillée décrivant les exigences, ainsi que les orientations et les appuis pertinents.

Si l'offrant décide de ne pas offrir ses biens et ses services par l'intermédiaire de la Solution d'achats électroniques, l'offre à commandes pourrait être mise de côté par le Canada.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

2029 (2020-05-28), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 12, Intérêt sur les comptes en souffrance, de de 2029 (2020-05-28), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

Les besoins doivent être exécutés conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.3.2 Date de livraison

La livraison doit se faire dans les délais indiqués à l'Annexe A (Besoin) de la commande subséquente à l'Offre à commandes.

7.4 Paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

7.4.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un (des) prix unitaire(s) ferme(s) précisé(s) dans l'annexe B. Les droits de douane sont inclus et les taxes applicables sont en sus.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

7.4.2 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2017-08-17), Limite de prix

7.4.3 Paiement électronique de factures – commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa ;
- b. Carte d'achat MasterCard ;
- c. Dépôt direct (national et international) ;
- d. Échange de données informatisées (EDI) ;
- e. Virement télégraphique (international seulement) ;
- f. Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

7.5 Instructions pour la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - a. Une (1) facture électronique devra être émise pour chaque lieu de travail (détaillant le nom de l'employé ayant reçu le service) et envoyée à la personne désignée par l'ACIA pour chacun de ceux-ci. La personne responsable pour chaque site sera confirmée lors de l'émission de l'offre à commande.

7.6 Assurances

Clause du *Guide des CCUA* [G1005C](#) (2016-01-28), Assurance – aucune exigence particulière

7.7 Règlement des différends

- (a) Les parties conviennent de maintenir une communication ouverte et honnête concernant les travaux pendant toute la durée de l'exécution du marché et après.
- (b) Les parties conviennent de se consulter et de collaborer dans l'exécution du marché, d'informer rapidement toute autre partie des problèmes ou des différends qui peuvent survenir et de tenter de les résoudre.
- (c) Si les parties n'arrivent pas à résoudre un différend au moyen de la consultation et de la collaboration, les parties conviennent de consulter un tiers neutre offrant des services de règlement extrajudiciaire des différends pour tenter de régler le problème.
- (d) Vous trouverez des choix de services de règlement extrajudiciaire des différends sur le site Web Achats et ventes du Canada sous le titre « [Règlement des différends](#) ».

7.8 **Clauses du *Guide des CCUA***

[A9068C](#) (2010-01-11), Règlements concernant les emplacements du gouvernement

[B7500C](#) (2006-06-16), Marchandises excédentaires

[A2000C](#) (2006/06/16, Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

[A2001C](#) (2006/06/16), Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

[C2000C](#) (2007/11/30), Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

ANNEXE « A »

BESOIN

1.0 Description

L'entrepreneur fournira des bouchons moulés sur mesure pour les employés, de la façon et au moment demandé par les demandeurs désignés pour un ou plusieurs des régions du Québec suivante :

- 1- Est du Québec
- 2- Grand Montréal
- 3- Saguenay Lac Saint-Jean
- 4- Rouyn
- 5- Axe Saint-Jean / Saint-Hyacinthe
- 6- Centre du Québec – Estrie
- 7- Axe Joliette – Trois-Rivières
- 8- Capitale Nationale – Chaudière-Appalaches

Les biens et services offerts doivent inclure, sans s'y limiter, les bouchons eux-mêmes, ainsi que leur moulage et leur ajustement au besoin.

2.0 Spécification techniques

Les bouchons moulés doivent être :

- 2.1 Conformes à la norme CSA Z94-2-02
- 2.2 Confortables c.-à-d. à la satisfaction de l'employé
- 2.3 Facile d'utilisation c.-à-d. facile à mettre et à enlever
- 2.4 Faciles à nettoyer et à désinfecter
- 2.5 Efficaces c.-à-d. que l'IRB (indice de réduction du bruit) devrait être de 25; et le bruit ambiant doit pouvoir être diminué à un niveau allant de 60 dBA à approximativement 75 dBA tout en ayant la possibilité d'entendre les signaux d'alarme.
- 2.6 Sécuritaires c.-à-d. pouvoir être attachés pour éviter le risque de débris dans la chaîne alimentaire et limiter les pertes.
- 2.7 Étanches c.-à-d. peuvent être utilisés dans un milieu humide.
- 2.8 Faire l'objet d'une garantie d'au moins un an pour :
 - 2.8.1 Défauts de fabrication
 - 2.8.2 Bris, sauf ceux découlant d'une mauvaise utilisation
 - 2.8.3 Diminution de la protection auditive;
- 2.9 Faire l'objet d'une garantie d'au moins 90 jours pour :
 - 2.9.1 Les ajustements/confort.

3.0 Normes générales de service

3.1 Le fournisseur doit pouvoir se déplacer dans les divers lieux de travail (voir annexe B) pour effectuer la prise d'empreinte et l'ajustement des bouchons.

3.2 Le fournisseur peut également offrir les services dans ses locaux. Il faudra cependant que les services puissent être offerts à nos employés en dehors de leurs heures de travail (minimalement de 8h00 à 16h30).

3.3 **Bris d'équipement** : En cas de bris d'équipement, la marchandise sera envoyée par courrier/poste directement au fournisseur. Ce dernier procédera à l'évaluation et enverra l'estimation de réparation à la personne désignée par l'ACIA. Le fournisseur procédera à la réparation uniquement lorsqu'il recevra l'autorisation écrite de procéder. Lorsque l'item sera réparé, il le retournera à l'employé.

3.4 **Délai de réponse** : Pendant toute la durée de l'offre à commandes, l'entrepreneur devra donner suite dans un délai de 48 heures ouvrables aux appels, télécopies ou courriels reçus des demandeurs désignés.

3.5 **Représentant** : L'entrepreneur doit mettre au service de l'ACIA, un agent de dossier attitré pour administrer le compte. Cet agent sera le point de contact pour tout le personnel de l'ACIA. L'agent aura entre autres la responsabilité de répondre aux plaintes et questions et de répondre à des demandes urgentes.

3.6 **Expression – interaction orale et écrite** : Comme les postes d'employés d'établissements d'abattage ont un profil francophone, l'entrepreneur devra respecter le profil linguistique du lieu de travail et parler français.

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE « B »

BASE DE PAIEMENT

RÉGION 1 : Est-du-Québec (De Rivière-du-Loup à Cap-aux-Meules)

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
012	Les Viandes du Breton Inc.	150 Ch. des Raymond Rivière-du-Loup QC G5R 5X8	13		2		10		
484	Aliments Asta Inc.	767 Rte 289 Saint-Alexandre QC G0L 2G0	12		2		9		
SA Rimouski	Bureau de Santé des animaux	180 Av. Cathédrale, pièce 250 Rimouski QC G5L 5H9	1		2		1		
Cap aux Meules	Équipe Poisson	235 Chemin principal, BUREAU 113 Cap-aux-Meules QC G4T 5H9	1		2		1		
498 Côte-Nord / Matane	Les cuisines Gaspésiennes de Matane Ltée	85 Rue du Port Matane, QC G4W 3M6	1		2		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉGION 2 : Grand Montréal (Montréal, Laval, Rive-Nord, haut Saint-Laurent)

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
037	Hudson Valley Farms	228 Principale St-Louis-de-Gonzague QC J0S 1T0	3		1		2		
098	Abattoir CBCO alliance	1000 Montée Pilon, Les Cèdres, Qc, J7T 1G2	4		1		2		
129	Olymel S.E.C.	125 rue St-Isidore St-Esprit QC J0K 2L0	29		10		20		
274	9020-2516 Québec inc. Marvid Poultry Canada	5671 Boul. Industriel Montréal Nord QC H1G 3Z9	5		1		3		
431	Les Viandes Valleyfield inc.	414 Route 201 Ouest St-Stanislas-de-Kostka QC J0S 1W0	9		1		7		
466	Abattoir Jacques Forget	2215 Ch. Comtois - RR 3 Terrebonne QC J6X 4H4	6		2		4		
SA Mirabel	Bureau de Santé des animaux	17660 Charles, Bureau 500 Mirabel QC J7J 0C3	1		1		1		
Bureau régional de Montréal		2001 Robert-Bourassa, #671 Montréal QC H3A 3N2	1		32		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉGION 3 : Saguenay Lac Saint-Jean

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
SA Chicoutimi	Bureau de santé des animaux	100 rue Lafontaine Pièce 133 Chicoutimi QC G7H 6X2	1		3		1		
TOTAL									

RÉGION 4 : Rouyn

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
SA Rouyn-Noranda	District de l'Abitibi-Témiscamingue	151 Avenue du Lac Pièce 117 Rouyn-Noranda QC J9X 4N6	1		1		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉGION 5 : Axe Saint-Jean – Saint-Hyacinthe

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
010	OLYM S.E.C.	168, Rue Lague, Ange-Gardien, QC, J0E 1E0	18		2		14		
039	Unidindon inc.	3380 Principale St-Jean-Baptiste QC J0L 2B0	7		1		5		
039G	Olymel S.E.C.	249 Principale St-Damase QC J0H 1J0	20		1		15		
088	Exceldor Coopérative	125 Ste-Anne St-Damase QC J0H 1J0	16		1		12		
840	Abattoir Ducharme inc.	110-A Authier St-Alphonse-de-Granby QC J0E 2A0	3		1		2		
SA Lacolle	Bureau de Santé des animaux	Édifice ACIA 503 Autoroute 15 St-Bernard-de-Lacolle QC J0J 1V0	1		1		1		
Bureau régional de St-Hyacinthe		3225 Av. Cusson, Suite 4500 St-Hyacinthe QC J2S 0H7	1		23		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉGION 6 : Centre du Québec – Estrie (Secteur Drummondville à Sherbrooke)

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
009	L.G. Hébert et Fils Ltée	428 Hébert Ste-Hélène-de-Bagot QC J0H 1M0	12		1		9		
076	Vlande Richelieu inc.	595 Royale Massueville QC J0G 1K0	6		1		5		
116	Les Aliments Maple Leaf inc.	500 Labonté Drummondville Qc J2C 6X9	6		1		4		
147C	Olymel S.E.C. (Aliments Prince)	155 St-Jean-Baptiste Nord Princeville QC G6L 5C9	10		1		8		
454	Abattoir St-Germain inc.	195 Messier St-Germain-de-Grantham Qc J0C 1K0	7		1		5		
524	9369-5989 Québec inc. Viandes Giroux inc.	250, rue George Pinard East-Angus, Qc J0B 1R0	3		1		2		
634	Ferme des Voltigeurs inc.	2350 Boul. Foucault Drummondville QC J2E 0E8	5		1		4		
714	Canards Du Lac Brome Ltée	500 Boul. Industriel Asbestos QC J1T 0A2	5		2		2		
SA Victoriaville	Bureau de Santé des animaux	184 Boul. Bois-Francs Nord Victoriaville QC G6P 9C3	1		1		1		
SA Sherbrooke	Bureau de Santé des animaux	50 Place de la Cité Entrée King Ouest, Pièce 228 Sherbrooke Qc J1H 4G9	1		1		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

RÉGION 7 : Axe Joliette – Trois-Rivières

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
039D	Olymel S.E.C.	580 Laferrière Berthierville Qc J0K 1A0	15		1		11		
080	A. Trahan Transformati on inc. Olymel S.E.C.	860 Chemin Des Acadiens Yamachiche Qc G0X 3L0	25		1		18		
089	Volaille Giannone inc.	2320 Principale St-Cuthbert Qc J0K 2C0	6		1		4		
TOTAL									

RÉGION 8 : Capitale Nationale – Chaudière-Appalaches

Inclure dans les prix unitaires tous les frais pour le ramassage/livraison.

Lieu de travail	Nom	Adresse	Qté (estimative) Année 1	Prix unitaire	Qté (estimative) Année 2	Prix unitaire	Qté (estimative) Année d'option	Prix unitaire	TOTAL (Année 1, 2, et option)
022	Abattoir Agri-Bio Inc.	999 Industrielle Saint-Agapit QC G0S 1Z0	5		1		2		
147	Olymel S.E.C.	568 Ch. de l'Écore Sud Vallée-Jonction QC G0S 3J0	36		1		27		
311	Exceldor Coopérative	1000 Rte Bégin St-Anselme QC G0R 2N0	13		1		10		
SA Québec	Bureau régional de Québec	2954 Boul. Laurier, Bureau 100 Québec Qc G1V 5C7	1		4		1		
TOTAL									

N° de l'invitation - Sollicitation No.

39903-210310/A

N° de réf. du client - Client Ref. No.

39903-210310

N° de la modif - Amd. No.

File No. - N° du dossier

MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID

mta625

N° CCC / CCC No. / N° VME - FMS

ANNEXE « C » de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d'achat VISA ;
- () Carte d'achat MasterCard ;
- () Dépôt direct (national et international) ;
- () Échange de données informatisées (EDI) ;
- () Virement télégraphique (international seulement) ;
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

N° de l'invitation - Sollicitation No.
39903-210310/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
39903-210310

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
MTA-0-43148

Id de l'acheteur - Buyer ID
mta625
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « D »

LISTE COMPLÈTE DES ADMINISTRATEURS

AVIS AUX SOUMISSIONNAIRES

**INSCRIRE TOUS LES NOMS ET PRÉNOMS DES ADMINISTRATEURS EN CARACTÈRES
D'IMPRIMERIE**

NEA (NUMÉRO ENTREPRISE APPROVISIONNEMENT): _____